

La déchirure des liens¹ des réfugiés de l'ex-Yougoslavie²

María Amantina Osorio Ramírez

Investigadora y catedrática Universidad de Antioquia

Dirección electrónica: amantinaosorio@gmail.com

Osorio, María Amantina (2014). "La déchirure des liens des réfugiés de l'ex-Yougoslavie". En: *Boletín de Antropología*. Universidad de Antioquia, Medellín, Vol. 29, N.º 47, pp. 179-200.

Texto recibido: 21/11/2013; aprobación final: 05/05/2014.

Résumé. Dans cet article nous examinons, à partir d'une diversité de récits d'hommes et de femmes, adultes et jeunes, la manière dont ils ont vécu la guerre et la migration forcée en l'ex-Yougoslavie. Un événement qui a changé complètement les rapports de force qu'ils avaient vécus jusqu'alors en Yougoslavie. Ce sont des récits d'exil selon le sexe, l'âge et l'appartenance ethnique, qui racontent le déracinement de ce qui avait été leur territoire, leur maison, leurs amitiés. Un événement qui a changé complètement leur vie et qui fait maintenant partie, et ce pour toujours, de leur mémoire individuelle et sociale.

Mots clés : Ex-Yougoslavie, migration forcée, appartenance ethnique, déracinement, mémoire individuelle et sociale.

1 Cette recherche concerne la transformation du lien social étudié à partir du parcours migratoire et d'établissement de 32 réfugiés humanitaires ex-yougoslaves sélectionnés hors frontières et réinstallés dans deux régions du Québec-Canada : le Saguenay (villes de Chicoutimi et Jonquièrre) et Lanaudière (Joliette). Cette transformation a commencé initialement à partir de la guerre et de la migration forcée qui ont brisé les liens sociaux, familiaux et politiques établis par ce groupe jusqu'à ce moment-là.

2 L'appellation de « guerre de Yougoslavie » *stricto sensu* recouvre les événements qui ont ensanglanté la Croatie puis la Bosnie-Herzégovine de 1991 à 1995 (Accords de paix de Dayton, Paris 21 nov. 1995). Elle ne se réfère pas à la guerre du Kosovo et aux bombardements de la Serbie, qui se situent cependant bien sûr dans son prolongement et dans sa logique.

Rupture of social and family ties among the refugees of the former Yugoslavia

Abstract. In this article we examine, from a variety of stories of men and women, young and old, how they lived through the war and forced migration in ex-Yugoslavia. An event that has completely changed the balance of power they had previously lived in Yugoslavia. These are stories of exile by sex, age and ethnicity, which tell the uprooting of what had been their land, their homes, and their friendships. An event that has completely changed their lives and now part, and forever, their individual and social memory.

Keywords: The former Yugoslavia, forced migration, ethnicity, uprooting, individual and social memory.

Rompimiento de los vínculos sociales y familiares de los refugiados de la ex-Yugoslavia

Resumen. En este artículo reflexionamos, a partir de una diversidad de relatos de hombres y de mujeres, adultos y jóvenes, sobre la manera como vivieron la guerra y la migración forzada en la ex-Yugoslavia. Un acontecimiento que cambió completamente las relaciones de fuerza que habían vivido hasta ese entonces en Yugoslavia. Estas son historias de exilio, según el sexo, la edad y la pertenencia étnica, que hablan del desarraigo de lo que habían sido sus territorios, sus casas, sus amistades. Un evento que cambió completamente sus vidas y que ahora forma parte, y para siempre, de su memoria individual y social.

Palabras clave: Ex-Yugoslavia, migración forzada, pertenencia étnica, desarraigo, memoria individual y social.

Introduction

C'est surtout à partir des événements survenus dans les Balkans et spécifiquement la guerre en Yougoslavie pendant la décennie 1990 (crises politiques, nettoyage ethnique, transition à l'économie capitaliste) que plusieurs pays, dont le Canada, ont reçu un nombre plus important de réfugiés et d'immigrants originaires de ces pays — par la voie, entre autres, des programmes spéciaux du Haut Commissariat pour les réfugiés.

La recherche vise à comprendre la transformation du lien social durant les parcours migratoires des réfugiés ex-yougoslaves sélectionnés à l'extérieur du pays et parrainés par le gouvernement canadien. Des milliers de personnes ont été obligées de se déplacer, d'abord à l'intérieur de la Yougoslavie puis dans d'autres pays européens.

C'est par le biais d'une approche anthropologique, influencée par les courants de l'anthropologie des modernités, du politique et de l'humanitaire, que nous avons abordé cette recherche. À partir des récits de nos participants, nous examinons leurs vécus dans leur pays d'origine en ce qui a trait aux relations familiales, sociales et politiques, la trajectoire de la migration forcée et les différentes ruptures de liens. Ce qu'on peut appeler « l'événement humanitaire », soit la violence extrême qui entraîne la migration forcée, constitue une rupture qui a impliqué pour les familles séparation, absence, exil, ainsi que réorganisation et réorientation du sens. L'événement sert de

repère dans la reconstitution que les réfugiés font de leur passé, car c'est lui et ses conséquences qui ont profondément marqué et modifié le cours de leur vie.

Les crises yougoslaves ont conduit à l'adoption d'une expression qui a eu un impact considérable sur la mobilisation internationale : celle de « nettoyage ethnique ». Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), à La Haye, créé en 1993 par le Conseil de sécurité de l'ONU, s'est donné pour mission de juger les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, et les violations graves commises contre la population pendant le conflit qui fit rage en Croatie puis en Bosnie-Herzégovine entre 1991 et 1995, conflits immédiatement suivis de la guerre au Kosovo.

En Bosnie-Herzégovine, comme en Croatie, la population civile et non engagée de quelque côté que ce soit, a été la principale victime. Les premiers visés dans cette guerre ethnique sont les populations qui, par leur situation géographique et par leurs origines ou allégeances gênent les projets d'États « ethniquement purs ». Ainsi, les lieux des conflits, les cibles des destructions et les foyers de l'exode sont précisément les endroits comme la Slavonie en Croatie et la Bosnie-Herzégovine, caractérisés depuis des siècles par la mixité et la cohabitation interethnique.

La chercheuse Morokvasic (1992 : 13) distingue trois vagues de réfugiés depuis le début des hostilités en Yougoslavie. La première (1990-1991) a débuté avant la guerre et a continué même dans des zones qui ne sont pas directement touchées par des conflits : il s'agit notamment de l'exode de cerveaux, de la sortie des jeunes craignant la mobilisation dans les Forces armées et des déserteurs, et de l'exode des Serbes de Croatie et des Croates de la Serbie par peur de représailles. La seconde vague est celle des réfugiés des zones de combats en Croatie (en Slavonie, dans la Krajina et Banija) et la troisième concerne l'exode à la suite des conflits sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine qui a commencé avec la reconnaissance par la CEE de la Bosnie-Herzégovine comme État indépendant, le 6 avril 1992. L'intensité des combats et la violence de ces conflits dépassent largement la situation antérieure en Croatie, si bien que l'exode de la population a plus que triplé en l'espace de trois mois. Les données de la fin du mois de juillet 1992 indiquent au total plus de 1,9 million de réfugiés répartis pour la plupart en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et en Serbie.

L'événement de la guerre et la migration forcée

Tout commence lorsque les groupes au pouvoir incitent à la peur, en jouant sur les émotions, en brouillant les frontières, en séparant soi et l'autre, en détruisant la confiance mutuelle entre les citoyens. Ils prennent des mesures capables de transformer des territoires mixtes en territoires ethniquement purs, obligeant leurs habitants à partir. L'errance commence pour nos participants dans leur propre pays, la Bosnie-Herzégovine, puis dans les autres nouveaux pays (Croatie, Slovénie, Serbie) qui peu de temps auparavant étaient aussi le leur. Par conséquent, ils ont été traités comme des étrangers et leur nationalité a été bafouée. Forcés au déplacement, leurs



Figures 1 et 2. À gauche, la Yougoslavie jusqu'à 1990 et à droite, états issus de l'éclatement de la Yougoslavie

maisons rasées ou brûlées, les différents membres de leurs familles dispersés, ils ont perdu tout ce qui les inscrivait dans la vie sociale, culturelle et politique.

Toutefois, les personnes ne se résignent pas à voir leur liberté et leur possibilité d'agir réduites en miettes. Elles décident d'agir pour rétablir les liens sociaux, politiques et familiaux perdus. Ainsi, plusieurs familles entament des démarches pour trouver ailleurs une solution définitive à leur errance, qui vont aboutir seulement après la guerre avec l'aide d'organismes humanitaires internationaux et de pays, comme le Canada, intéressés à offrir aux réfugiés un rétablissement permanent.

La diabolisation de l'Autre

La narration de la mémoire sociale du conflit et de la migration forcée s'appuie sur des éléments antérieurs et postérieurs à la violence extrême soufferte par ces populations. Comme le souligne Ricoeur (1985), le récit est du temps raconté, du temps en train de se faire, et le récit de l'événement se révèle aussi comme marqueur.

La crise économique a commencé dès la fin des années soixante-dix et a été aiguë après la mort de Tito en 1980 lorsque le Fonds Monétaire International a obligé le gouvernement yougoslave à mettre en place un programme d'austérité. Le but de ce programme était de stabiliser la dette nationale et une façon de le faire était de limiter les importations et d'accroître les exportations (Gilliland, 1993). Le gouvernement socialiste a ainsi décidé de rationner certains produits comme l'essence (et même le café et le détergent, parmi d'autres), ainsi que de restreindre les déplacements à l'étranger pour limiter le marché noir.

Les marchandises réapparaissaient sur les comptoirs, mais plus chères ; l'inflation et le chômage devenaient ainsi une source supplémentaire de friction et d'inquiétude dans la vie quotidienne. D'année en année, la crise sociale subsistait

et ses conséquences destructrices sur le plan économique, politique et moral se multipliaient, mais sans pour autant que l'on imagine s'engager dans un conflit interethnique. Au plan politique, la prise de contrôle de la Ligue des Communistes de Serbie par S. Milosevic en 1987 visait à un rééquilibrage de la Fédération en faveur de la Serbie et à la défense des Serbes en dehors de ses frontières.

Milosevic trouva l'argumentaire dont il avait besoin dans un mémoire de l'Académie des Sciences de Serbie rédigé en 1986. Le texte «condamne le découpage des Républiques et provinces autonomes réalisé par Tito comme une injustice contre les Serbes, considérant les persécutions dont seraient victimes les Serbes au Kosovo et les menaces qui pèseraient sur eux dans les autres Républiques, en particulier la Croatie» (Feron, 1996 : 90). En ce sens, les intellectuels dans une situation de crise aident à construire des figures de l'ennemi, dénommés par l'historien et politologue J. Sémelin (2002) « entrepreneurs identitaires », en insistant sur l'articulation entre imaginaire et idéologie. La «pureté» de la nation serbe ne pouvait se garantir que par la rupture, le rejet de l'Autre, et par l'élimination physique ou la déportation de ceux dont l'origine était « mauvaise » ou les allégeances nationales « douteuses » (bi-national ou « Yougoslave ») (Morokvasic, 1992).

La propagande médiatique a été particulièrement efficace dans le conflit yougoslave, car elle a joué sur des ressorts profonds en s'appuyant sur des sentiments durablement enracinés dans la conscience collective serbe ; une mémoire sélective qui consiste à s'exonérer de ses propres crimes tout en privilégiant la mémoire des crimes commis par les autres — une façon de réécrire l'histoire, en se basant sur des bribes de réalité. En remplaçant le discours du champ social de la cohabitation et de la coopération « unité et fraternité » par celui fondé sur l'exclusion et la guerre nationale « sang et territoire », les politiciens ont été capables, tout d'abord, d'amener l'intérêt du peuple sur un plan où il était défini en termes d'une nouvelle « essence ». Les conflits entre nationalités ont débuté lorsque des politiciens se sont employés à détruire la confiance mutuelle entre les citoyens yougoslaves, pour obtenir l'adhésion d'un groupe donné et rompre le lien fédératif, qui les unissait comme « Yougoslaves ». Il fallait les persuader qu'il était impossible de faire confiance aux gens d'une autre nationalité, que l'intérêt propre de chacun dépendait désormais du fait d'être « Serbe », « Croate », ou « Musulman », et de cette manière le lien fédératif fut effectivement brisé.

Un climat de méfiance, puis de haine de l'Autre, s'est installé, se nourrissant de peurs ancestrales et jouant sur un nationalisme exacerbé. Le développement de la méfiance à l'égard des autres nationalités a contribué à préparer la « guerre intérieure » (Bolcic, 1992). Les *médias* ont contribué à la diabolisation des autres communautés, particulièrement des Musulmans bosniaques, des Croates et des Albanais du Kosovo. Les stations de radio et les journaux, contrôlés par les gouvernements nationaux, ont fait circuler des histoires suscitant la crainte de meurtres et de mutilations exécutés contre des membres de la communauté

nationale par des personnes d'autres nations. Une jeune femme (juillet 2008) nous raconte ainsi :

Les politiciens nationalistes appelaient aussi à la séparation de la Croatie de la Fédération Yougoslave en prétextant que, sous le communisme, la totalité des Croates avaient été punis pour les activités des Oustachis et qu'ils avaient, par conséquent, vu leurs droits en tant que Croates et Yougoslaves supprimés par l'État dominé par les Serbes. Avant, c'était plus la « grande solidarité yougoslave » et maintenant, ça devenait la « solidarité serbe ». Et, je me souviens, à la télé, il y avait énormément d'images, Milosevic jouait beaucoup à ça et montrait le train de réfugiés qui arrivait du Kosovo. C'était à la fin des années 1980, la population albanaise du Kosovo avait augmenté et il y avait beaucoup de violences dans la rue. Et il y avait beaucoup de Serbes qui arrivaient dans la capitale. Les médias disaient qu'ils étaient maltraités au Kosovo, et comme ça, la solidarité parmi les Serbes a monté pour qu'ils reprennent les « territoires sacrés ».

La propagande, ensemble d'outils servant à manipuler les esprits, est avant tout une machine à fabriquer de *l'émotion* (Bowman, 1994 ; Sémelin, 2006) ; elle canalise la peur, en créant une enveloppe émotionnelle sur la population, et vise à légitimer l'action des leaders politiques. La réinterprétation du passé pour expliquer le présent est investie de cette façon d'une grande charge émotive et passionnelle, traversée par des mythes, des craintes et des menaces qui sont entrelacés avec des croyances et des aspirations profondes liées à des mémoires historiques collectives ainsi qu'avec les horreurs de la violence génocidaire.

Le processus de redéfinition officielle des discours sur l'identité parviendra à ses fins en raison de la « légitimité » des nouveaux dirigeants découlant de leur contrôle des ressources économiques et sociales essentielles à la vie quotidienne, ainsi que de leur contrôle des appareils d'État. En favorisant l'extension de la crainte et de la méfiance, ceux-ci légitiment leurs appels à la mobilisation de la nation pour la guerre contre les « ennemis » extérieurs et intérieurs.

Entre la peur, la menace et la résistance au conflit ethnique

Quand les hostilités ont commencé en Croatie et en Slovénie, les populations de Bosnie-Herzégovine ne croyaient absolument pas que la guerre pourrait les toucher. Les témoignages évoquent dans la population un phénomène de négation de la gravité de la situation dans les autres républiques, et la conviction que le « nettoyage ethnique » n'arriverait jamais chez eux.

Cette façon de voir les choses leur a permis de s'accrocher à la possibilité de rester dans leurs villes, en pensant que la situation serait transitoire.

« Il n'y a pas de logique ! Tout à coup, on était en guerre. Les politiciens ont préparé les choses, et aussi des gens qui voulaient en profiter pour avoir de l'argent » (Homme adulte, juillet de 2008).

La guerre comme événement les a surpris par son imprévisibilité et son inexplicabilité, toujours surprenant (Lévy, 2006 : 11). Avec l'extension de la crainte et de la méfiance, la situation devint plus critique, car les gens ne savaient pas exactement qui était l'ennemi ; il était difficile de reconnaître que subitement il n'y avait plus de « voisins », mais des « ennemis » dans leur quartier, au sein même de l'environnement le plus familier.

Une jeune femme interrogée en juillet de 2008, nous décrit très bien cette situation : « Tout le monde a peur, ça devient une situation où tu n'as confiance en personne. Avant, tout le monde était ton ami ; à ce moment-là tu ne savais plus quel parti prendre, on devait se demander qui était son ami. Si tu fais la guerre contre quelqu'un, tu le sais, mais quand tu ne sais pas autour de toi qui est ton ennemi, tout est confus ».

Cherchant à ne pas provoquer Milosevic et à négocier avec lui, et pensant ainsi éviter la guerre, le président bosniaque Izetbegovic n'a pas préparé d'armée pour faire face à la guerre, ni son pays à celle-ci.

Impossible de comprendre et d'admettre que les mêmes visages, les comportements de voisins de toujours puissent se transformer en actions meurtrières collectives, les visant sur le lieu même de leur vie quotidienne : la crainte commence alors à envahir le quotidien et ouvre la porte au chaos. Par ce procédé, on dressait des barrières entre des personnes qui avaient jusqu'alors vécu ensemble ou à proximité les unes des autres. La peur s'installe et l'idée que « nous ne pouvons plus vivre avec eux » devient dominante. En Bosnie-Herzégovine, les « ennemis » ont su aussi utiliser le « bon voisinage », c'est-à-dire qu'ils se sont servi de la connaissance de cet ensemble de normes de « bonne conduite »³ en situations de proximité pour venir les tuer, comme l'illustre l'anthropologue É. Claverie (2004) : des témoignages de villageois décrivant la première phase du conflit mentionnent que « l'ennemi savait nous reconnaître, nous discerner à nos manières, comme dans l'histoire du cheval de Troie ».

Entre des petits signes entrevus et la prise en compte d'un dessin organisé, d'un dessin pour *ici*, le lien est presque impossible à faire. Et ces petits liens entre événements ne sont faits que rétrospectivement. Mais, tout à coup, relatent nos interlocutrices, on a compris « qu'ils étaient à l'intérieur, que les gens d'ici les avaient fait entrer ». Sans déclaration de guerre, sans marque nette, déclarative, officielle, des hommes armés organisés sont entrés dans la ville, conduits là par des voisins, qui d'abord, ont repéré dans le détail, maison par maison, les lieux de leurs méfaits futurs.

3 Cet ensemble de savoirs dicte les normes de civilité à observer en différentes occasions sociales, familiales et festives ; bref, il fournit des règles que les membres des différentes communautés, serbes, croates et bosniaques, doivent respecter.

En disséminant des rumeurs et en les acceptant, s'amorce une spirale de méfiance et de violence réciproques qui détruit les modèles de sociabilité et qui les remplace par des oppositions basées sur la crainte : détruire l'ennemi avant que celui-ci ne puisse te détruire, toi. Une femme qui avait une profession dans le domaine des arts (le cinéma spécifiquement), et qui a vécu le siège de Sarajevo, nous décrit certains signes attestant de ce « passage à l'acte » dans leur quartier, qui mit en péril l'équilibre ordinaire du quartier et de ses solidarités :

Quand la guerre a commencé, chez la plupart, il y avait une bonne volonté pour défendre la ville, mais sur le terrain, il n'y avait pas d'organisation. Les premières journées de guerre, il y avait plusieurs « groupes armés » dans la ville. Presque chaque quartier avait un commandant avec quelques personnes qui représentaient « son armée » et qui assuraient l'ordre du quartier. Comme ça, on était un peu perdu, on ne savait pas si c'était un gang de rue ou si c'étaient des citoyens du quartier ou peut-être des criminels qui s'étaient organisés. Mais les choses qui sont claires pour moi, c'est que beaucoup de gens s'étaient déjà organisés avant la guerre : avec des armes à la maison, des munitions, des réserves de nourriture, de bois à chauffage, de sel, de sucre, de médicaments, etc. Certaines personnes ont commencé à faire des listes, à étiqueter les gens : « Vous êtes des musulmans, vous êtes des orthodoxes, vous êtes des catholiques, et vous, des gens de mariages mixtes » (Femme adulte, août de 2008, Joliette).

C'est seulement lorsque les personnes commencent à regarder en arrière qu'elles font le lien entre les différents mouvements et actions. C'est à ce moment-là qu'elles se sont rendu compte que ces signes de menace qu'elles voyaient à la télévision venaient frapper à leur porte. Cependant, elles ne voyaient pas en quoi consistait exactement ce danger, ni comment s'en prémunir, ou « s'organiser » ; ni qui étaient précisément les agresseurs éventuels, ni ce qu'ils voulaient. Un brouillage des frontières entre soi et l'autre, qui renvoie profondément à la peur de l'autre et à une angoisse collective. Il faudra le déclenchement de la guerre pour amener brutalement les victimes à réaliser qu'un « collectif » d'un genre nouveau est apparu ; les hommes de la même « ethnie » se sont liés aux hommes qui sont venus de l'extérieur et ont considéré qu'ils étaient « ensemble » les « forces serbes », et que les autres étaient « les Croates » et « les Musulmans ». C'est une guerre qui se développera dans le but de la séparation ethnique, du gain de territoires et de la modification de frontières par la force, en prenant au dépourvu les individus des nations ciblées (Musulmans, Croates, couples mixtes).

Rester ou s'enfuir : Y avait-il un choix possible ?

Comme la plupart des personnes ne vivaient pas dans des enclaves nettement séparées sur le plan ethnique, la situation était particulièrement tragique lorsque les nouvelles lignes de partage traversaient les personnes. Nous avons dit auparavant que, particulièrement en Bosnie-Herzégovine, aucun des trois groupes ethniques (Serbes, Croates et Musulmans) n'était majoritaire et qu'ils étaient répartis sur tout

le territoire. Lorsque la ville de Sarajevo dut faire face à un siège de quatre ans et que les confrontations s'intensifièrent, les menaces, les massacres et les harcèlements de tous genres ont pris les familles par surprise.

Quelques-uns ne croyaient pas que cette situation puisse durer longtemps et qu'ils puissent faire la guerre à des gens qui avaient été leurs amis (Musulmans, Serbes, Croates) quelques jours auparavant. D'autres ont pris la décision de partir avant même que la guerre ne se déclenche.

Le mot d'ordre « unité et solidarité » avait constitué un principe fondamental du gouvernement de Tito. En plusieurs occasions dans l'histoire de la Yougoslavie, la population avait honoré ce principe, et dans un tel moment de crise, quelques-uns ont mis à profit cette solidarité :

J'ai organisé des échanges dans mon voisinage : on a fait une liste de ce que chacun avait à la maison, et on a discuté de la façon dont on allait partager et s'organiser pour chauffer la maison. Quelques uns avaient des bouteilles de gaz, on a nettoyé le sous-sol. On a regroupé toutes nos réserves à un endroit. On a trouvé un poêle qui fonctionnait au gaz et qui brûlait aussi des souliers, des vêtements, même si ça faisait beaucoup de fumée. C'était comme ça que nous nous sommes organisés et que nous avons réussi à survivre pendant un certain temps (Femme adulte, août de 2008, Joliette).

Pour les personnes qui restaient assiégées, la situation commença à empirer car les éléments nécessaires pour survivre manquaient, et même s'ils voulaient continuer une « vie normale », le manque de transports, de nourriture et de travail les empêchait de le faire. La perte du travail en particulier, et la perte des autres rôles sociaux ont frappé durement les personnes. Les moyens que les gens avaient n'étaient pas suffisants pour une longue période, et au fur et à mesure que le conflit s'aggravait, il devenait urgent de prendre d'autres décisions, car c'était la vie dans son ensemble et sous toutes ses formes qui était attaquée.

Je ne pouvais pas prendre le train pour aller à mon travail, tout était coupé : on n'avait pas de téléphone, ni d'eau courante, ni d'électricité, ni d'essence, ni de transports en commun. On ne pouvait rien acheter, les banques étaient fermées. Je restais à la maison avec mon mari, mes enfants, mon beau-père et ma belle-mère (Femme adulte, septembre de 2008, Joliette).

Il s'agissait de « nettoyer » ou de « purifier » cet espace de la présence de l'« Autre », jugé indésirable et/ou dangereux, soit d'entraîner le déplacement forcé de sa population, de massacrer, de violer. Cette violence tendait à se détacher des objectifs militaires ou paramilitaires pour frapper presque exclusivement des non-combattants, des civils. Afin d'annihiler la présence de « l'Autre, l'ennemi » dans un conflit ethnique, on prend des moyens bien précis : appropriation des richesses, contrôle des territoires, conquête du pouvoir, démolition ou incendie des maisons et des édifices religieux (Blazina, 1996 ; Sémelin, 2002).

Toutes les personnes de notre échantillon ont dû se déplacer, soit d'une ville à une autre dans le même pays, soit partir pour un « nouveau pays » : Une femme adulte interviewée au Saguenay nous raconte « Quand nous sommes partis de Sarajevo, nous sommes allés à Belgrade en Serbie, puis nous avons changé de ville chaque année parce qu'il n'y avait pas de place pour vivre » (Septembre de 2008).

Une autre circonstance qui obligea les familles à quitter la ville était la difficulté pour les hommes de rester sans se voir harcelés de tous les côtés pour prendre position dans le conflit. Les mères craignaient beaucoup pour leurs fils, même s'ils n'étaient pas en âge d'aller à l'armée, car en période de guerre cette distinction ne tient plus. Bowman (1994) souligne que celui qui ne soutient pas la cause nationale est nécessairement considéré comme un partisan de l'ennemi, et que tous les éléments du champ social doivent être interprétés en termes de « camp », auquel chacun appartient ou se voit assigné. Cette logique a justifié la répression extrême des antinationalistes en Serbie et en Croatie, ainsi que les meurtres brutaux, commis par des Bosniaques serbes et croates, de co-nationaux ayant refusé de prendre les armes pour soutenir la cause nationale. « Les hommes ne pouvaient pas sortir de Sarajevo et certains jours je ne savais pas où était mon mari. Des fois il rencontrait les gens qui lui demandaient de s'unir avec eux, sinon ils allaient le tuer. » (Jeune femme, juillet de 2008, Joliette). « Quelques-uns ont été en prison pour quelques mois. C'était difficile parce que parfois je pensais que mon mari était déjà mort. Un monsieur de la Croix-Rouge nous a aidés à le faire sortir. » (Jeune femme, septembre de 2008).

Comme nous pouvons le constater, les familles ont décidé de prendre la fuite lorsque la situation est devenue insupportable en raison des différents événements traumatisants qui l'ont précédée. Cette fuite s'accompagnait de pertes multiples : matérielles et symboliques, perte de la patrie, de la terre, de la maison, de la culture, du travail, et qui se résume en une formule générale et constante que tous ont exprimé : « *On a tout perdu* ». On ne savait pas quoi prendre, tout était important. » (Jeune femme, juillet de 2008).

La dispersion des familles et la rupture des liens

Forcées au déplacement, plusieurs familles partent à la dérive sans savoir exactement où aller. S'ajoutant aux différentes pertes déjà souffertes, la dispersion géographique des divers membres de la famille, des amis et des collègues est un des aspects (ou un des buts) du nettoyage ethnique qui frappe massivement les familles chassées de leur pays. Ce déplacement forcé est une rupture spatio-temporelle très abrupte et traumatique des processus de reproduction socio-économique et culturelle : « La guerre a forcé mes parents à laisser leurs parents et ça été un choc pour la famille, parce que toutes les expériences et le travail, c'est tombé à l'eau et il fallait commencer à zéro » (Adolescente, juillet de 2008, Montréal).

En général ce sont les hommes qui font la guerre et les femmes, les enfants et les personnes âgées (qui en ont eu la chance !) ont fui ou ont été évacués ensemble. Il fallait prendre des décisions très difficiles : se séparer des enfants, des parents, de son mari et de la famille étendue en général. Dans la ville de Sarajevo, devant l'impossibilité de sortir de son gré (puisqu'elle était assiégée), un organisme international avait organisé un convoi pour faire sortir surtout des enfants : sept mille personnes environ, dont à peu près les 80% étaient des enfants de moins de 14 ans et des personnes âgées. Voici l'expérience d'une femme adulte de Joliette qui a dû se séparer d'abord de son enfant, puis de son mari :

Le frère de mon mari a reçu la permission de sortir de Sarajevo avec ses parents âgés et malades. Il nous a dit qu'il y avait encore une place dans l'auto, si nous voulions laisser partir notre fils. C'était à 7 h 15 du matin et ils partaient à 7 h 30. On a pris la décision et c'était une chance et un choc. Ça a été trois jours d'enfer. C'est par la télé (on la regardait dans un garage souterrain de nos voisins ; elle était branchée sur une batterie d'auto) qu'on a vu l'auto de mon beau-frère et mon fils. C'est seulement quatre mois plus tard que j'ai pu les rejoindre en Croatie. On était sans argent, on n'avait pas le droit d'apporter de bijoux, de l'argent, ni de documents personnels, ni de photos. Mon mari a pu nous rejoindre seulement un an après (août de 2008).

La dispersion affecte l'ensemble des liens familiaux : elle est intergénérationnelle et également entre collatéraux. Toutes les familles de notre échantillon ont été touchées par la mort ou la dispersion des frères, des sœurs, des oncles et des tantes qui sont partis dans les autres républiques, maintenant des nouveaux pays, ou dans des pays différents. « Ça a été très dur : ce n'était pas une guerre entre les hommes, ça a été une guerre qui a touché toute la famille, les femmes et les enfants » (Jeune homme, août de 2008, Joliette).

Beaucoup de couples ou de mères d'un certain âge ont laissé partir leurs enfants à l'étranger ou les y ont poussés, dans l'espoir d'une meilleure vie pour eux et aussi pour échapper au service militaire. « C'est la première fois que nous sommes séparés de ma grand-mère paternelle ; elle est restée dans mon pays et nous sommes venus ici. Maintenant, elle est triste parce que ses petits-enfants lui manquent. Elle est restée seule, elle est trop vieille pour partir, elle ne voulait pas partir et laisser sa fille qui est morte là-bas » (Jeune homme, août de 2008, Joliette).

Il y eut aussi la perte de plusieurs membres de la famille, peu avant, pendant ou après le conflit, à cause des situations difficiles vécues, de l'aggravation de certaines maladies et du manque de soins appropriés, de la dépression, etc.

La fuite et la dispersion des familles engendrent la perte non seulement des proches dans la famille, mais aussi celle des amis éparpillés à l'étranger ou sur les différents territoires. « Je n'ai pas vu mourir ma mère, elle était dans une autre ville et on ne pouvait pas y aller. Après, mon père est parti avec deux de mes frères en Allemagne, ils sont restés là-bas pendant cinq ou six ans et mon père est décédé

là-bas. Mes frères sont maintenant en Australie. Je n'ai vu personne de ma famille depuis 13 ans » (Femme adulte septembre de 2008, Saguenay).

Dans ce parcours de migration forcée, pour ces familles qui ont perdu tout ce qui les inscrivait dans la vie sociale et politique, dans l'espace et le temps historique, les liens familiaux restent la seule ressource. Face à l'insécurité et aux menaces de toutes sortes, la famille représente le seul lieu de protection, le seul lieu d'asile sûr. Certains ont pu préserver ces liens : « On était toujours proches, parce qu'on déménageait souvent et la seule chose que j'avais toujours avec moi, peu importe où j'étais, c'était ma famille (père, mère et sœur), toujours proche et ça n'a jamais changé. On était toujours ensemble » (Jeune homme septembre de 2008, Saguenay).

Les familles réfugiées sont originaires de l'ensemble des lieux où le nettoyage ethnique a chassé les habitants de leur ville. Si nous faisons une géographie du conflit, force est de constater que les espaces où il y a eu le plus de cruauté et de profanation envers les personnes et les représentations matérielles de leur culture ont été les régions les plus mélangées socialement et culturellement. La situation des Bosniaques musulmans a été particulièrement tragique, mais les Serbes et les Croates bosniaques interviewés dans le cadre de notre recherche ont aussi été touchés.

La perte de la protection matérielle et la rupture des liens culturels et sociaux

La perte totale ou partielle de la maison a été l'une des choses qui ont le plus affecté toutes les familles. La maison a été rasée ou brûlée, après avoir été pillée et saccagée. Celles qui restent debout sont occupées, le plus souvent par des réfugiés venus d'autres villes et du camp hier, ou aujourd'hui, adverse. Avec la perte de la maison, c'est la perte de « toute la trame sociale dans laquelle les personnes étaient nées et dans laquelle elles s'étaient aménagé une place distincte dans le monde » (Arendt, 1982 : 276). Le psychanalyste C. Barrois, qui a travaillé sur l'importance de la maison, écrit :

[...] la maison est l'enveloppe de protection, l'assise du cadre culturel, et la perte du cadre culturel interne à partir duquel était décodée la réalité externe, est une importante source de traumatisme psychique, une rupture qui provoque un impact psychologique considérable. La maison et la terre, ancrage dans le lieu de son lignage, de supports et contenants d'un sens vivant porté par les générations, se sont transformées en un tombeau (1988 : 34).

La perte de ce cadre est d'autant plus marquante ou blessante, lorsqu'elle procède d'une volonté délibérée, systématique et programmée, de nettoyage des cultures minoritaires et ne se présente pas comme une conséquence fatale de combats entre armées. C'est avec la perte de la maison que se brisent les liens de famille, de voisinage et de travail, c'est-à-dire les liens qui font qu'un être appartient à une communauté sociale et politique. C'est en même temps la perte des liens créés par les activités politiques, culturelles et de culte, qui constituent les

attaches symboliques. « On a tout perdu : la maison, la voiture, les amis, la famille, tout est brisé! Qui va payer pour ça? Personne. Il n'y a pas de dollars suffisants pour payer ça! » (Homme adulte, septembre de 2008, Saguenay).

Ce processus qui va de la perte d'une résidence d'origine à celle des rôles sociaux, et à la perte du travail en particulier, à la privation des droits et de l'appartenance politique, à l'isolement, à la perte de dignité, fait selon la politologue et philosophe Marie-Claire Caloz-Tschopp (1998) que ces personnes ne seraient plus des sujets, mais des objets, vides ou remplis des intérêts du dominant. Le constat qu'elles sont souvent objets d'enjeux multiples (marchés de l'asile, de l'humanitaire, etc.) en serait une confirmation empirique flagrante. À travers tous ces dommages, ce qui est plus privé, plus intime dans la personne est visé et touché, puisque ce sont les objets et les contenants de ses affects, de ses jugements et de ses croyances qui sont attaqués et détruits.

Là où les lois ne fonctionnent plus, les espaces sociaux deviennent « déréglés », « chaotiques » et propices à l'émergence de comportements déviants comme le viol ou le vol dans un contexte d'impunité. La cible du nettoyage est donc non seulement la présence physique de l'autre, mais aussi son identité culturelle et collective, ses valeurs (Blazina, 1996 ; Chauvenet, Despret, et Lemaire, 2003 ; Osorio, 2006). L'atteinte aux espaces sacrés dans le groupe familial et communautaire (viol des femmes, vieillesse, toute petite enfance) ou de l'humanité (génocide culturel), par la profanation des cimetières, des lieux de culte (églises et mosquées) ou des hôpitaux — cibles non militaires non seulement bombardées, mais volées, brûlées et rasées — permettent « d'économiser » l'extermination physique totale (Nahoum-Grappe, 1997 ; 1996). Ce sont alors les noms des personnes, leurs origines, leurs liens de parenté, leur religion, leur maison, leur terre et même leur accent qui sont visés ou annihilés, c'est-à-dire tout ce qui constitue les attributs propres des individus. Ces actes, ainsi que l'effet de terreur qui en résulte, sont les moyens utilisés pour accélérer le départ de cet « autre » jugé indésirable en le coupant de ses racines. Ces personnes seraient exclues et jetées dans l'ordre de la nature et même du vide cosmique (réfugiés sur orbite) pour que d'autres se constituent, selon Caloz-Tschopp (1998), en sujets dans l'ordre de la politique, des rapports de pouvoir en tant que rapports de domination.

Pour les personnes âgées, c'est l'anéantissement de l'œuvre d'une vie et, en outre, la rupture temporelle de la généalogie et de la transmission. Bien que dans notre échantillon il y a eu seulement des menaces de viol pour les femmes (utilisées comme tactique de guerre), nous ne pouvons passer sous silence les implications que ces actes ont eues sur les femmes, la filiation et la communauté en général. Nous pouvons remarquer comment les différents mécanismes utilisés vont générer de plus en plus de sentiments de peur, d'angoisse et de vulnérabilité.

En ex-Yougoslavie, selon Héritier (1996), les femmes ont été capturées et violées systématiquement, mises enceintes et menées au terme de leur grossesse

sans pouvoir avorter, afin de leur faire mettre au monde des enfants d'un autre groupe ethno-religieux.⁴ Le viol était utilisé comme une tactique de guerre, une nouvelle forme de guerre,⁵ qui servait les fins du nettoyage ethnique : en finir avec les Musulmans et repeupler la zone avec de petits Bosniaques nés de la torture.⁶ Ces viols obligent à penser la différence des sexes dans la guerre, c'est-à-dire l'intrusion du féminin au cœur même du politique.⁷

Ce type de viol résulte de l'idée de la domination essentielle du sperme dans la fabrication de l'enfant, et de la croyance que le sperme seul contient l'identité complète de l'enfant : identité biologique, ethnique et même religieuse. Nous avons montré l'importance dans la culture traditionnelle des Slaves du sud du système de parenté patrilinéaire comme référence centrale de l'identification par l'ethnie. L'héritage lignager (nom, identité, patrimoine) passe donc par les membres masculins en priorité.

Cette possibilité identificatoire « par les racines » rend logique la vengeance sur plusieurs générations par le sang (dans le viol, par le sperme, équivalent fonctionnel du « sang » dans la transmission identitaire). C'est ainsi que le ventre trop rond de la femme enceinte, matrice du futur lignager, devient une cible pour le héros de la purification ethnique (Nahoum-Grappe, 1993). L'enfant ou le vieillard n'échappent pas au crime de profanation puisque tous les deux sont, dans leurs corps mêmes, les porteurs emblématiques d'une transmission : l'un en tant que promesse d'avenir et l'autre en tant que preuve d'un enracinement dans le passé.

Égorger des hommes et violer des femmes sont des crimes homologues qui s'adressent au même objet : *le lien généalogique de transmission de la filiation* (Héritier, 1996). Le viol met en perspective la transmission de l'identité collective : il constitue

-
- 4 Le viol de l'Autre ethnique, suivi de la grossesse, produit un brouillage des identités insupportable dans ce raisonnement qui lie transmission par la reproduction où les hommes sont les acteurs principaux, et transmission d'une identité communautaire : il dissout à terme l'identité du groupe.
 - 5 « Aujourd'hui, ces femmes représentent les blessures invisibles de la guerre, oubliées et rejetées. Le sort de leurs enfants est encore plus tragique. Ils font partie de cette petite minorité d'enfants qui vivent avec celles qui leur ont donné naissance. Les femmes violées qui ont gardé leurs bébés, sont une minorité infime. Beaucoup de femmes ont en effet abandonné leurs bébés ou les ont même tués. Beaucoup plus auraient souhaité garder leur bébé, mais les pressions sur ces femmes étaient intolérables » (Becirbasic et Secic, 2002).
 - 6 La problématique de l'identité pour le sang est une problématique d'appartenance : l'enfant du viol, qui est-il? Cette incertitude sur l'appartenance a seulement un sens dans une culture qui concède au sang la signification de transmettre l'identité collective. En général, les enfants souffrent des stigmates du crime à l'origine de leur naissance. Il y a eu un consensus pour que ces enfants soient emmenés aussi loin que possible de la Bosnie. L'écrivain Ivo Andric appelle « poussières d'hommes », ce « monde bâtard » des Bosniaques, où se mêlent plusieurs religions et peuples.
 - 7 Le 27 juin 1996, le Tribunal pénal international siégeant à la Haye, créé pour juger les atteintes aux droits de l'homme commises en ex-Yougoslavie depuis 1991, a pour la première fois consacré le viol en tant que crime contre l'humanité. Mais en Bosnie, les femmes violées ne sont toujours pas reconnues comme victimes, quoiqu'en dise la loi internationale.

une intervention sur cette transmission, il tranche le lien de filiation aussi cruellement que l'est la gorge du mari, du père et du fils.⁸ Du point de vue anthropologique, même si l'épuration ethnique « économise » les meurtres réels, l'efficacité du crime de profanation est atteinte lorsqu'en affectant le corps réel de l'un, on détruit l'espace moral de tous : il y a donc une tentative de tuer l'identité communautaire. Le viol est aussi un traumatisme décisif et incisif aux liens entre les individus, aux liens entre mari et femme, entre femmes et enfants, entre femmes et collectivités. Il associe à une destruction personnelle mutilante, mais non mortelle, une destruction des liens interpersonnels. C'est dans les tentatives d'élimination d'une communauté dans sa totalité qu'interviennent les viols *politiques* qui ont un sens autre que pulsionnel.

Comment survivre au milieu des périls : être réfugié

La décision de prendre la fuite pour se sauver du nettoyage ethnique a impliqué pour les personnes de notre recherche une périlleuse trajectoire de survie. Parties au hasard de la chance et des occasions, quelques-unes de ces familles ont pu rejoindre ailleurs d'autres membres de leur parenté, alors que d'autres ont trouvé des chalets ou des maisons abandonnées où ils ont pu vivre quelques années : « Nous n'étions pas dans un camp de réfugiés, on a trouvé un chalet, on ne connaissait pas l'endroit, ni le propriétaire, mais le chalet était libre. On est resté deux ans dans le chalet. On a passé cinq ans de moments très difficiles, dans des conditions très dures. » (Homme adulte, septembre de 2008, Saguenay).

En échange de la survie, le statut de réfugié installe les familles touchées dans une situation de transit, hors du monde. En termes d'espace et de territoire, d'abord : les réfugiés ont perdu toute place et ils se disent « de nulle part ». La non-inscription dans l'espace redouble l'expulsion opérée par le nettoyage ethnique, consiste à « dénationaliser » les autres par la force, et se prolonge dans cette situation d'entre-deux et de non-lieu territorial où l'égalité juridique n'était pas garantie. De plus, comme le souligne Arendt (1982), perdre le droit à une patrie — l'appartenance à une communauté politique — engendre une absence de droits absolue et les apatrides sont considérés « superflus » partout.

La réalité dans laquelle se trouvent les personnes dans leur parcours migratoire forcé est que l'identification basée sur une citoyenneté commune n'existe plus. En conséquence, elles se trouvent étrangères dans un « pays d'accueil » — Slovénie, Croatie ou Serbie —, qui hier à peine, faisait partie de leur propre pays. La citoyenneté, comme lieu de symbolisation et d'identification d'un *Nous* commun, comme lieu de création d'un monde commun, est une autre perte qui s'ajoute : celle

8 Le violeur s'adresse donc au père, au mari, au frère, au fils, au chef de la nation ; il prend la place du père et du mari, il occupe le terrain de l'avenir. Il envahit le futur de la lignée en pratiquant sa greffe, en plantant sa graine propre, en « mêlant les sangs ».

d'un lien essentiel avec le groupe. L'expérience vécue par une femme adulte illustre très bien cette situation : « Quand je suis partie de Sarajevo, je suis allée en Croatie et là-bas avant, nous étions chez nous, mais quand la guerre a commencé, nous étions des réfugiés parce que les républiques se sont séparées et moi je n'étais plus citoyenne de Croatie, mais de Bosnie ; avant j'étais citoyenne de la Yougoslavie » (Septembre de 2008, Saguenay).

Dans la situation de réfugié où se trouvent les familles, les droits humains prétendument sacrés et inaliénables se trouvent privés de sens à partir du moment où il n'est plus possible de les configurer comme les droits des citoyens d'un État (Agamben, 1995). Ces familles sont privées de liberté et les possibilités d'agir et d'avoir des opinions sont restreintes. Quelques familles essaient, dans leur situation de réfugiés, de mener une vie « normale » : trouver un travail, avoir un endroit où se loger, poursuivre l'instruction de ses enfants.

C'est moi qui ai poussé les enfants à aller à « l'école » avec une enseignante qui restait dans notre village, pour ne pas laisser les enfants dans la rue. On habitait une chambre et elle venait chez nous. En face de nous, il y avait un restaurant. J'apportais des chaises, une table et j'ai préparé une classe dans ma chambre. On était neuf gars et une fille en 1991. Notre village était quand même bien organisé pendant la guerre (Femme adulte, septembre de 2008, Joliette).

Les nouveaux pays et leurs nouvelles législations sur la citoyenneté — c'est-à-dire les droits politiques et sociaux et obligations qui sont consentis par l'État — transforment en étrangers une partie de ceux qui ont toujours vécu ensemble. Avoir le statut de réfugié dans ce qui était son pays n'est pas une des moindres souffrances que vivent les familles en termes de destruction ou de confusion des identités et des liens d'appartenance. Des dizaines de milliers d'individus sont privés d'État : ce sont les «peuples sans État» selon Arendt (1982). « Toute ma famille était réfugiée. La famille de ma femme aussi. Quand tu parles aux gens tu vois qu'il n'y a pas beaucoup de différences : tous sont réfugiés. Les gens n'avaient pas le droit de travailler et par conséquent pas d'argent » (Homme adulte, septembre de 2008, Saguenay).

Le rétrécissement de l'univers du réfugié est multiforme. Il touche différents niveaux de l'existence : sur le plan matériel, l'absence de ressources propres, liée à l'interdiction de travailler lorsqu'ils sont dans les camps, prive les familles de l'exercice effectif de la liberté de circuler. Certains tentent de mettre à profit cette oisiveté forcée :

Vous êtes toujours comme un immigrant : tu n'es pas dans ta maison, dans ta région, vous êtes toujours immigrants. Nous sommes entrés dans une maison abandonnée où, avant, vivait une famille serbe. Quand on a demandé d'avoir une carte d'identité, ils nous ont dit : « Non, tu ne peux pas parce que ce n'est pas ta maison ». Quand ça devient une situation comme ça, tu vis dans un pays, mais quel pays? Vivre, mais où? Tu veux avoir une famille, mais comment? Quand on déménageait de ville, on devait chercher une nouvelle carte (Jeune femme, juillet de 2008, Joliette).

D'une façon générale, l'état de réfugié, dans la mesure où il prive une personne des droits, la prive d'une partie de son humanité en tant qu'être social. Il la prive de sa responsabilité, de sa capacité d'agir, de son pouvoir, de la possibilité d'avoir et de la possibilité d'être (Chauvenet, Despret et Lemaire, 2003). La privation des droits n'équivaut pas à une simple perte, comme si les personnes avaient seulement abandonné, en s'enfuyant, un droit qui n'existerait pas ailleurs. Elle est l'objet d'interdits et de contraintes particulières. Outre la perte de la liberté et de ses moyens, les familles réfugiées et déplacées, issues d'une société de consommation, se voient limitées à l'essentiel et doivent faire leur deuil, depuis des années, des multiples biens et services qui faisaient partie de leur univers quotidien antérieur. C'est le tissu même de la vie civile qui n'a pas cessé d'être attaqué.

Il y avait à peu près 7 000 personnes dans le camp de réfugiés en Croatie. C'était pour nous le troisième camp. Dans ce camp, c'était mieux que dans les autres, mais il manquait quand même beaucoup de choses. Ma sœur qui était en Allemagne, nous a beaucoup aidés au niveau de l'argent, et elle envoyait des colis pendant que nous étions dans le camp de réfugiés (Homme adulte, septembre de 2008, Saguenay)

Plusieurs familles ont connu pendant des années, ou connaissent encore, la situation d'être réfugié, d'être dans l'impuissance, la dépendance en étant tributaires de la bienfaisance publique. Être réfugié, c'est donc avoir vécu certains événements tragiques, et de multiples ruptures ; mais c'est également revivre de manière permanente la répétition de ces événements, non pas seulement au niveau fantasmatique et onirique, mais dans la réalité quotidienne (Chauvenet, Despret et Lemaire, 2003). La guerre barre l'avenir, mais le statut particulier de réfugié le fait tout autant, puisqu'il interdit de s'inscrire dans un projet socio-politique ou culturel. Là où intervient l'aide humanitaire, il n'y a ni biens, ni charges, ni devoirs, ni place dans la société.

Le rôle de l'humanitaire

Nous savons que la technologie humanitaire entre en effet en action lorsque la temporalité de la barbarie s'est déjà produite (viols, nettoyage ethnique, massacres) ; elle n'est pas préventive, elle a besoin de l'événement. « On était logé dans une auberge de vacances avec un peu de nourriture assurée par la Croix rouge et les Nations Unies. On a passé trois années là-bas » (Femme adulte, août de 2008, Joliette).

Les réfugiés et les populations les plus vulnérables doivent apprendre, plus que jamais, à se contenter du minimum vital — des conditions de la survivance plutôt que celles de la convivance — pour reprendre les mots de Marc Abélès (2006). Des actions humanitaires pour venir en aide aux personnes déplacées et réfugiées ont été déployées, tant dans les pays affectés que dans les camps de réfugiés. Les ONG deviennent un nouveau secteur d'influence qui se présente comme la nouvelle société civile globale, autorisée à interagir de façon relativement autonome avec les États-

nations et auprès des populations civiles au nom de principes humanitaires basés sur l'universalité et la neutralité (Pandolfi, 2002 ; Saillant, Cognet et Richardson, 2005).

J'ai dormi deux mois par terre, sans pouvoir manger, dans le froid, sans prières. On est allé à peu près à cinq kilomètres de la maison pour nous cacher avec les enfants, pour passer le front vers la Macédoine. Là-bas c'était correct avec les organisations humanitaires, il y avait une grande tente pour réfugiés de l'Unicef, une autre de l'Italie, de l'Albanie, nous avons eu des repas chauds, de quoi manger et dormir. On était à peu près mille personnes (Jeune homme, août de 2008, Joliette).

La critique principale faite à la médiatisation de l'humanitaire par certains auteurs, écrit Francine Saillant (2007), est qu'elle contribuerait à réifier la souffrance « des autres » et à renforcer la coupure artificielle entre un « eux » et un « nous ». L'Humanitaire est le lieu de déplacement des souverainetés, des corps et des frontières du politique et d'une entreprise néocoloniale. Selon cette construction, l'Occident se réserverait le rôle de pourvoyeur d'aide (et de raison) alors qu'il reléguerait aux autres la souffrance des conséquences de l'actuelle division du monde et des richesses.

Après la guerre : chercher ailleurs pour pouvoir continuer à vivre

Ces nouveaux marquages de territoire, l'érection de murs là où ils n'existaient pas auparavant, la situation de pénurie, la vulnérabilité et les restrictions existant dans les pays qui les ont accueillis, le transit par plusieurs camps de réfugiés, font qu'ils soient hors-la-loi, en situation de privation politique. Apatrides qui ne bénéficient de la protection effective d'aucun État, ces gens sont devenus des étrangers dans leur propre pays sans avoir la possibilité de recourir au système judiciaire pour faire valoir les droits dont ils ont été déchés. Plusieurs choisissent l'exil. Ils ne choisissent pas toujours leur pays d'accueil, et vont vers qui veut bien les accueillir. La guerre se terminait, mais les conditions n'étaient pas idéales.

Pendant la guerre, plusieurs familles avaient tenté de garder la possibilité de revenir à l'endroit où elles habitaient pour refaire leur vie, peut-être dans la même maison si elle n'avait pas été brûlée ou détruite. Mais la réalité était plus dure qu'elles ne l'avaient imaginée, après l'homogénéisation des territoires.

Un homme adulte raconte les changements qu'il y a eu dans sa ville : « La ville où on vivait était contrôlée par les Bosniaques musulmans ; il n'y avait que quelques familles serbes ou croates. Avant, il y avait trente milles par exemple, maintenant elle est sous domination musulmane » (septembre de 2008, Saguenay).

Étant donnée la nouvelle réalité, le manque de logements, d'infrastructures et de travail, les familles interviewées avaient fait des démarches, pendant et après le conflit, pour trouver ailleurs une alternative plus sécuritaire. Les pays européens

(l'Italie, la France, l'Allemagne, la Suisse) qui avaient offert à cette population un refuge temporaire pendant la durée du conflit, ont organisé des programmes de rapatriement lorsque la guerre fut finie. Les personnes de notre échantillon qui étaient en Allemagne pouvaient être renvoyées par le gouvernement. Elles vivaient toujours dans la crainte et la menace d'être chassées du pays d'accueil, ou du moins ne plus avoir de permis du travail ou d'être emprisonnées si elles refusaient de quitter le pays. Plusieurs membres des familles concernées par notre enquête ont dû retourner en Bosnie-Herzégovine ; d'autres ont décidé de rester même sans documents, tandis que d'autres encore ont cherché d'autres solutions.

Cependant, en résistant à la situation qui leur était imposée, les réfugiés voulaient trouver une solution définitive à leur situation. Ils désiraient devenir des sujets politiques en cherchant un pays de résidence et d'appartenance. Toutes les familles que nous avons rencontrées ont posé des gestes concrets afin de pouvoir s'établir à long terme ailleurs. Quelques-unes ont fait plusieurs enquêtes pour essayer de trouver quels pays pouvaient les accepter : Une femme adulte interviewée au Saguenay nous raconte « Nous voulions choisir un pays qui pouvait nous accueillir. Chaque mois, on envoyait des lettres à plusieurs ambassades pour demander la possibilité de partir. Après, on a reçu une lettre de l'ambassade du Canada » (septembre de 2008).

D'autres ont appris par des organismes humanitaires que certains pays offraient des possibilités de s'installer en permanence, dont le Canada, les États-Unis, l'Australie et la Norvège, ce qui représentait vraiment un avenir pour eux, mais surtout pour leurs enfants.

Zagreb, Vienne et Belgrade sont des villes où il y avait des consulats canadiens et des représentants du gouvernement québécois, vers lesquels se sont dirigées les personnes pour demander la possibilité de s'installer au Canada de façon permanente. Le temps des démarches au consulat pour l'acceptation du dossier a varié de huit mois à trois ans, selon les circonstances de chacune des familles et la situation du pays de transit. Pour certaines familles, cette démarche a pris plus de temps, car les bombardements au Kosovo et à Belgrade avaient commencé. Une des familles que nous avons rencontrées était en Macédoine dans les camps de réfugiés ; avec le programme spécial du Haut Commissariat des Nations Unies et de concert avec plusieurs pays occidentaux, elle est arrivée au Canada, qui a aussi accueilli plusieurs milliers de Kosovars. Les familles ont effectué des démarches spécifiques auprès des bureaucraties gouvernementales et des organismes humanitaires qui ont exigé un investissement de temps, des compétences et des efforts de recherche d'informations, ainsi que des déplacements perpétuels. Ces activités ont été particulièrement difficiles pour les familles car il leur manquait certains papiers que les gouvernements demandaient et de l'argent, et surtout parce qu'elles n'étaient pas sûres que leurs démarches porteraient fruit.

Les réfugiés qui arrivent au Canada et au Québec sortent du cadre de la guerre et de la violence dans leur pays d'origine, et désirent refaire leur vie dans le

pays d'établissement. Ces familles sont réinstallées au Canada dans les différentes provinces. Pour le Québec, l'immigration humanitaire compte pour près d'un cinquième des admissions et renvoie à la valeur que la société accorde à la solidarité internationale et à l'accueil de personnes qui fuient les guerres et les menaces de persécution. Le nombre d'admissions, d'environ 1 800 par année, respecte l'engagement du Québec à assumer sa juste part de l'immigration humanitaire au Canada (MICC, 2007).

Considérations finales

Nous venons de décrire la situation très difficile que les familles ex-yougoslaves participantes à notre recherche ont vécue pendant la guerre et peu après. Toutes voulaient fuir la guerre et les zones dévastées. La situation de pénurie dans laquelle elles se trouvaient après la guerre, l'angoisse, l'incertitude et l'absence d'avenir pour les enfants les poussèrent à trouver un pays où s'installer en permanence.

Une guerre comme celle qui s'est produite en Bosnie-Herzégovine, dont le but était la séparation ethnique, le gain de territoires, le nettoyage ethnique et la modification des frontières par la force, implique autant la destruction totale des êtres que des destructions partielles ou des atteintes à l'intégrité physique et morale des personnes. Il y eut également l'accumulation des pertes, matérielles et symboliques : celles de la patrie, de la terre, de la maison et de la culture. Il s'est produit en même temps une perte des liens créés par les activités politiques, culturelles, familiales et de culte, qui font les attaches symboliques de l'être humain. La perte de toute relation au monde érigé par les hommes est ce qui caractérise la situation des sans-État.

Lorsque la famille n'a pas été entièrement décimée, les liens familiaux restent la ressource essentielle des individus, sinon leur seule ressource face à la déception et à la perte de confiance envers ceux qui étaient leurs compatriotes. C'est la condition même de l'existence du lien social qui s'écroule. Être exposé à des expériences de nettoyage ethnique, avec le désarroi et le déracinement qu'elles impliquent, a des multiples conséquences pour les identités individuelles et collectives. La violence affecte la possibilité de « mettre un sens » à la société. C'est pour cette raison que les familles décident de chercher d'autres alternatives par lesquelles elles puissent retrouver le « droit d'avoir des droits », que selon la définition arendtienne, représentent le droit d'appartenir à une communauté politique et le droit d'appartenir à l'humanité.

Les familles déplacées et réfugiées sont les survivants d'un drame, mais elles doivent en affronter un autre : reconstruire un *modus vivendi* dans un nouvel environnement social et culturel, et donner un sens nouveau à leur vie. Dans la séquence destruction-déracinement-survie-reconstruction, inhérente à la réédition d'un nouveau projet de vie dans une nouvelle société, les hommes, les femmes et les enfants doivent faire face à leurs faiblesses, mais surtout déployer de multiples

forces et ressources. Le Canada, dans sa politique d'immigration humanitaire, offre la possibilité de rétablissement permanent aux personnes en essayant, grâce à un certain nombre de services, de les aider à rétablir certains des liens perdus. Les organismes communautaires établis en région servent de relais et d'actions propres au parcours d'aide des réfugiés.

Travaux cités

- Abélès, Marc (2006). *Politique de la survie*. Flammarion, Paris.
- Agamben, Giorgio (1995). *État d'exception*. Éditions Du Seuil, Paris.
- Arendt, Hannah (1982). *L'impérialisme*. Fayard, Paris.
- Barrois, Claude (1988). *Les névroses traumatiques*. Dunod, Paris
- Becirbasic, Belma et Secic, Dzenana (2002). « Bosnie : les blessures invisibles de la guerre ». Dans : *Le Courrier des Balkans*, Édition du 28 novembre. [En ligne:] <http://balkans.courriers.info/article1811.html>. (consultée le 30 novembre de 2009).
- Blazina, Vesna (1996). « Mémoricide ou la purification culturelle : la guerre contre les bibliothèques de Croatie et de Bosnie-Herzégovine ». Dans : *Documentation et bibliothèques*, Université de Montréal. Vol. 42, pp. 149-164.
- Bolcic, Silvano (1992). « La sociologie et la guerre intérieure ». Dans : *Peuples Méditerranéens*, N.º 61, pp. 61-79.
- Bowman, Glenn (1994). « Nation, Xénophobie et fantasme : La logique de la violence nationale' dans l'ancienne Yougoslavie ». Dans : *Balkanologie*, Vol. 1 N.º 1, pp. 143-171 [En ligne :] <http://www.afebalk.org/page.php3?i>. (consultée le 30 octobre de 2007).
- Caloz-Tschopp, Marie-Claire (1998) « La figure - sujet des sans-État dans l'œuvre de Hannah Arendt ». Dans : Caloz-Tschopp, Marie-Claire (ed.), *Hannah Arendt, les sans-État et le « droit d'avoir des droits »*. Vol. 1, L'Harmattan, Paris.
- Claverie, Élisabeth (2004). « Techniques de la menace ». Dans : *Terrain « Peurs et Menaces »*, N.º 43, Paris, pp. 15-30.
- Chauvenet, Antoinette, Despret, Vinciane et Lemaire, Jean-Marie (2003). *Clinique de la reconstruction. Une expérience avec des réfugiés en ex-Yougoslavie*. L'Harmattan, Paris.
- Feron, Bernard (1996). *Yougoslavie Origines d'un conflit*. Le Monde éditions, Bruxelles.
- Gilliland, Mary (1993) "Bridge on the sava: ethnicity in eastern Croatia, 1981-1991". Dans : *Anthropology of East Europe Review*, Vol. 11, N.ºs 1-2.
- Héritier, Françoise (1996). « Réflexions pour nourrir la réflexion » Dans : *De la violence*, Éditions Odile Jacob, Paris.
- Lévy, Joseph (2006). « L'événement en anthropologie : de l'élémentaire au complexe ». Dans : Olazabal, Ignace et Lévy, Jooseph (dir.). *L'événement en anthropologie : Concepts et terrains*. Les presses de l'Université Laval, Québec, pp. 9-21.
- MICC (Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles) (2007). *La Planification de l'immigration au Québec pour la période 2008-2010*. Gouvernement du Québec, Montréal.
- Morokvasic, Mirjana (1992). « La guerre et les réfugiés dans l'ex-Yougoslavie ». Dans : *Revue Européenne des migrations internationales*, Vol. 8, N.º 2, pp. 5-25.

- Nahoum-Grappe, Véronique (1993) « L'épuration ethnique : désastre et stupeur », Dans : Nahoum-Grappe Véronique (ed.). *Vukovar, Sarajevo ... La guerre en ex-Yougoslavie*. Éditions Esprit, Paris.
- ___ (1996). « L'usage politique de la cruauté : l'épuration ethnique (ex-Yougoslavie, 1991-1995) ». Dans : *De la violence. Séminaire de Françoise Héritier*. Odile Jacob, Paris, pp. 273-323.
- ___ (1997). « Guerre et différence des sexes : Les viols systématiques (ex-Yougoslavie, 1991-1995) ». Dans : Dauphin, Cécile et Farge, Arlette (eds.). *De la violence et des femmes*. Bibliothèque Albin Michel, Paris, pp. 159-183.
- Osorio, Amantina (2006). « Violences extrêmes, cruauté et nettoyage ethnique : le cas de l'ex-Yougoslavie » Dans : *Diversité urbaine Cahiers du Groupe de recherche ethnicité et société*, Vol. 6, N.º 1, pp. 63-76.
- Pandolfi, Mariela (2002). « "Moral Entrepreneurs", souverainetés mouvantes et barbelés. Le bio-politique dans les Balkans postcommunistes ». Dans : *Anthropologie et sociétés*, Vol. 26, N.º 1, pp. 29-52.
- Ricoeur, Paul (1985). *Temps et récit. Tome III : Le temps raconté*, Editions du Seuil, Paris.
- Saillant, Francine ; Cognet, Marguerite. et Richardson, Mary (2005). « Représentations de l'accueil et de l'Humanitaire dans les sites Internet des organisations transnationales, nationales et locales reliées à l'intervention auprès des réfugiés » *Anthropologica* N.º 4, pp. 115-127.
- Saillant, Francine (2007). « "Vous êtes ici dans une mini-ONU" Les réfugiés publics au Québec. De l'humanitaire au communautaire ». Dans : *Anthropologie et sociétés. Entre-lieux de l'humanitaire*, Vol. 31, N.º 2, pp. 65-90.
- Sémelin, Jacques (2006). *Purifier et Détruire. Usages politiques des massacres et génocides*. Éditions du Seuil, Paris.
- ___ (2002) « Du massacre au processus génocidaire ». Dans : *Revue internationale des sciences sociales « Violences extrêmes »*, N.º 174, p. 483.